

Les agricultures urbaines et leurs modèles économiques

Fiche **QUESTIONS SUR...** n° 07.10.Q04

juin 2025

Christine AUBRY et Philippe CLERGEAU, membres de l'Académie d'Agriculture de France

Mots clés : ferme urbaine, pérennité économique, modèle hybride

L'agriculture urbaine est en plein développement, et revêt de multiples formes tant marchandes que non marchandes.

En milieu urbain et périurbain, les agricultures urbaines professionnelles restent-elles orientées vers les seules productions alimentaires ? Est-ce que les activités complémentaires développées leur assurent une rentabilité pérenne ?

Si les définitions des agricultures urbaines sont diverses (cf. fiche 07.10.Q01), toutes convergent pour reconnaître comme telles des formes de cultures et d'élevages, au sein de la ville ou dans sa périphérie, et en liens fonctionnels avec la ville. Ces activités fournissent des produits et des services, en reçoivent éventuellement, et utilisent des ressources en partage avec la ville (foncier, eau, main d'œuvre, etc.) sur le mode de la concurrence ou de la complémentarité.

On distingue de nombreuses formes d'agriculture urbaine professionnelle : depuis les fermes périurbaines vendant en ville en circuits courts (maraîchères, arboricoles ou de petits élevages le plus souvent), jusqu'à toute une gamme de microfermes intra-urbaines ; chez celles-ci, certaines sont participatives, d'autres plus productives, toutes à statuts divers (associatives, Scic, etc.) pouvant aller jusqu'à des serres urbaines et des fermes high-techs. Des hybridations existent entre ces méta-types, dont la proportion respective est fort variable dans l'agriculture urbaine d'un pays ou d'une ville.

Cette diversité des agricultures urbaines restitue aux villes une diversité de services – eux aussi en nature et proportion très variables selon les formes et les contextes – depuis l'approvisionnement alimentaire (surtout pour les périurbaines) jusqu'aux services éducatifs, en passant par de nombreux services environnementaux (biodiversité, rétention de l'eau, etc.)

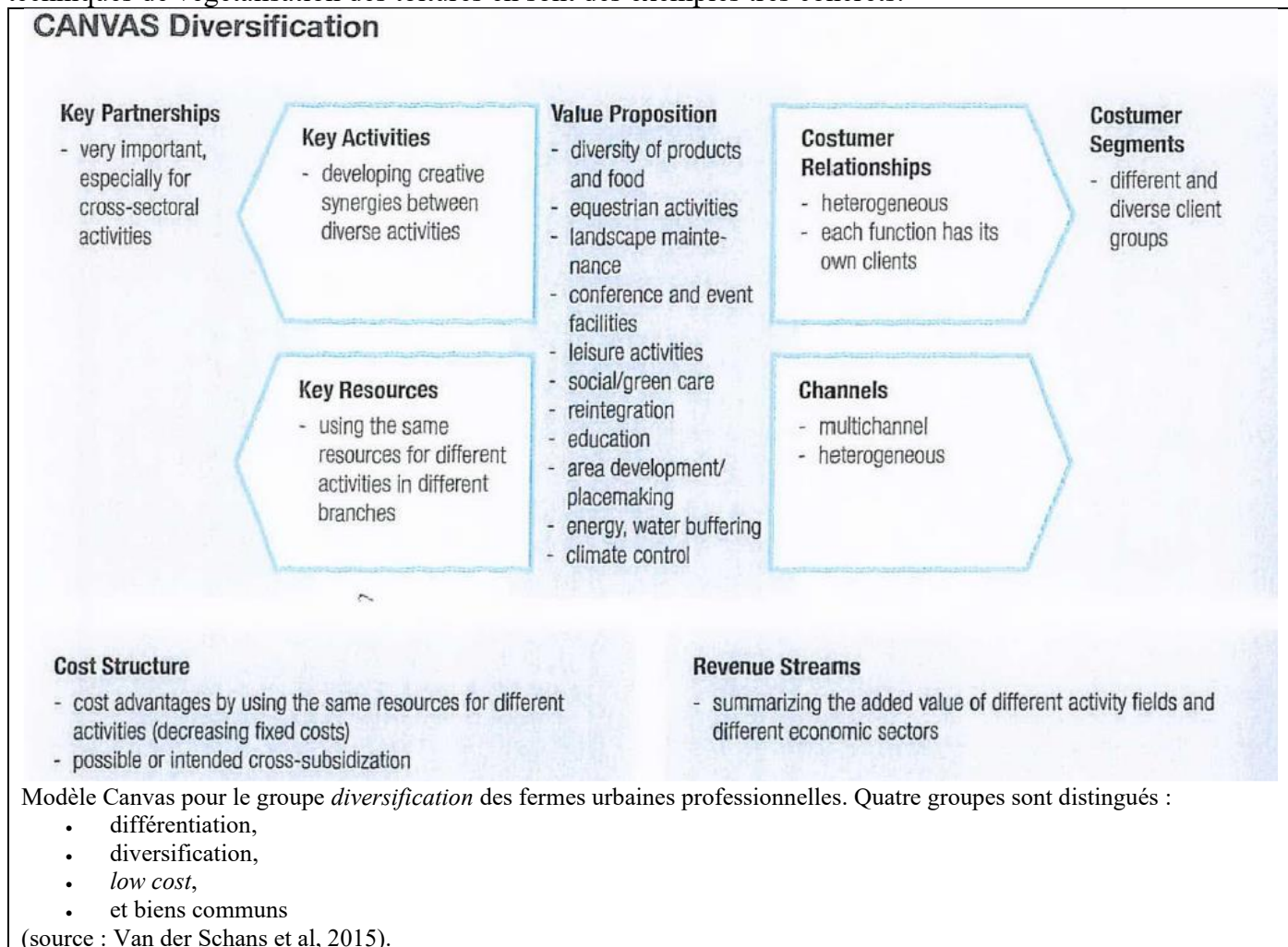


Cette *ferme ouverte*, en Seine-Saint-Denis, offre non seulement une vente directe de ses productions de légumes, mais aussi de nombreuses activités pédagogiques (photo *Fermes de Gally*).

Des modèles économiques diversifiés

En économie classique, le modèle économique d'une entreprise décrit la manière dont elle génère de la rentabilité, qui sera la garantie de sa viabilité sur le long terme ; ce modèle repose sur une proposition de valeurs, une organisation, des finances, enfin une stratégie adaptée au marché et aux ressources.

On voit d'emblée que dans le cas de l'agriculture urbaine – dans sa diversité comme dans ses statuts – les modèles économiques sont fort divers et *a priori* hybrides, c'est-à-dire reposant sur des sources de rémunération des produits et des services, et sur des sources très variées de financement (cf. modèle Canvas ci-dessous). Leur caractérisation est encore balbutiante, tant du fait de la jeunesse de beaucoup de ces structures et de la précarité de certaines, que d'une certaine culture du secret, entretenue encore par des structures marchandes. Ainsi les études, recherches et développements menés par nombre d'entreprises privées ne sont guère diffusés et restent "la propriété" unique des "inventeurs". Les cas des substrats ou des techniques de végétalisation des toitures en sont des exemples très concrets.



Certaines fermes urbaines fondent leurs modèles économiques majoritairement sur la vente des produits : en alimentaire, c'est le cas de la majorité, avec des fermes périurbaines souvent inscrites dans une diversité de circuits courts de vente ; en intra-urbain, c'est le cas pour un tout petit nombre de fermes : celles produisant des produits de niche destinés à la restauration commerciale voire gastronomique, notamment à base de champignons ou d'aromatiques, produits valorisant particulièrement bien la fraîcheur de circuits d'ultra proximité. Ce peut être aussi le cas pour les fermes produisant des fleurs coupées ou des plants, de plus en plus demandés par les urbains.

Cependant, la plupart des fermes intra-urbaines offrent de fait une diversité de sources de rémunération de leur activité : une vente de produits, alimentaires ou non (jusqu'à 50 % du produit total et souvent moins) avec toujours d'autres activités rémunérées comme des consultations pour d'autres producteurs, des services récréatifs et culturels (événementiels, *rooftops*, spectacles recherchant le décor de production) et des activités éducatives (ateliers pédagogiques d'écoles, ateliers cuisine, formations qualifiantes ou non, team building)

pour lesquelles la production est un support. C'est particulièrement le cas pour les microfermes participatives dont les valeurs du modèle économique sont plus sociales, culturelles et servicielles, que marchandes de produits. C'est aussi au nom de ces valeurs que ces dernières reçoivent aussi (plus encore que pour des valeurs productives) des subventions publiques ou privées.

Les formes non marchandes que représente toute la gamme des jardins collectifs – en développement particulièrement fort – ont des modèles économiques de type associatif, fondés sur les cotisations et les subventions ; lorsqu'il n'y a pas de salariés, leur problème est souvent moins le maintien des ressources financières que la mobilisation de bénévoles.

Vers une pérennisation des agricultures urbaines ?

La pérennité de ces modèles économiques, leur capacité à assurer la viabilité de la structure dans le temps, et donc aussi celle des services qu'elle rend, est l'une des questions centrales de l'agriculture urbaine. En France, les formes en *indoor* strict – qui, dans les années 2015-2020, promettaient une révolution des systèmes d'approvisionnement alimentaire des villes – ont les unes après les autres connu un échec commercial, malgré des financements massifs, privés et publics. Les coûts d'investissement et de fonctionnement, notamment énergétique, sont trop lourds, et elles n'ont pas su rencontrer un marché pérenne (à cause de prix de vente trop élevés, et de systèmes techniques peu convaincants. Cela démontre que la France n'est pas Singapour, où ces fermes *indoor* sont souvent la seule façon d'avoir accès à des produits frais. Seules ont survécu des filières de type cosmétique et pharmaceutique, à haute valeur ajoutée, mais n'ayant plus nécessairement de pertinence à rester urbaines.

En périurbain, l'engouement pour les microfermes en circuit court sur 1 à 3 hectares se poursuit ; cependant, compte tenu de nombreux échecs (sous-production, niveaux de prix trop bas, surtravail), la progression se fait à vitesse plus réduite depuis le Covid et la période d'inflation qui a suivi. La question des marchés-cibles (citadins aisés ? autres consommateurs, restaurateurs, revendeurs ?) et celle de la maîtrise technique et logistique par des agriculteurs souvent issus de la reconversion professionnelle se posent fortement. On voit maintenant apparaître de nouvelles fermes périurbaines en installation collective, sur de plus grandes surfaces, avec une forte diversification des productions et des marchés.

Mais aussi, des exploitations de grande culture, autrefois tournées exclusivement vers le marché extérieur, diversifient leurs productions via des cultures légumières et visent des circuits orientés vers les collectivités urbaines, notamment en restauration collective.

Croissante, mais encore mal quantifiée, cette urbanisation de l'agriculture périurbaine¹ pose clairement le double problème de la faible rémunération de certains marchés et de leur accessibilité difficile (restauration collective, marchés publics). Un nombre croissant de collectivités essaient de résoudre ce problème en instaurant des régies agricoles, dont la rentabilité économique demande à être mieux étudiée par rapport à la sécurisation des emplois agricoles qu'elles induisent.

De nombreuses micro-fermes intra-urbaines – participatives comme productives – montrent une vraie fragilité économique en raison de points comme :

- des marchés de niche ;
- une faible rémunération d'activités de service (comme les ateliers pédagogiques avec l'Éducation nationale) ;
- les incertitudes, voire la volatilité, des subventions privées, par changement d'effet de mode ou de stratégie d'image ;
- et de même pour les subventions publiques par changements électoraux ou réduction des marges budgétaires.

Malgré la diversité et l'importance sociale, environnementale, alimentaire, ainsi que des services qu'elles rendent aux villes, les agricultures urbaines regrettent de n'être pas assez soutenues, que ce soit par la politique agricole (alors qu'elles sont des démonstrateurs d'agroécologie) que sur la rémunération des services ; ainsi, le paiement pour contribuer à la dynamique de la biodiversité est une revendication de beaucoup d'entre elles, tant en périurbain qu'en intra urbain.

¹ Expression forgée par André Fleury et Pierre Donadieu

Ce qu'il faut retenir :

L'agriculture professionnelle urbaine, intra-urbaine et péri-urbaine est en plein développement, aussi les services complémentaires aux seules productions alimentaires ou florales se systématisent. C'est un des moyens économiques qui permet à ces activités de se maintenir. Ainsi les microfermes urbaines proposent consultance, formations, et loisirs.

Mais la pérennité de ces modèles économiques est fortement compromise tant par la volatilité et l'étroitesse des marchés que par le manque de reconnaissance de leur rôle dans le fonctionnement socio-écologique de la ville.

Pour en savoir plus :

- Christine AUBRY, G. GIACCHÈ, C. SOULARD & F. MAXIME : *Les Agricultures urbaines en France, comprende les dynamiques, accompagner les acteurs*, Éditions Quae, 2022.
- Philippe CLERGEAU, Pierre DONADIEU & Christine AUBRY : *Agricultures urbaines et biodiversités, vers une ville verte et agroécologique*, Éditions Apogée, 2025.
- Kévin MOREL : *Viabilité des microfermes maraichères biologiques*, thèse de doctorat de l'Université Paris Saclay, 2016.
- Véronique SAINT-GÈS : *Business modèles des organisation marchandes et productives de l'agriculture urbaine*, Innovations 64, 2021.
- Wojciech SROKA et al. : *Farming under Urban Pressure. Business Models and Success Factors of Peri-Urban Farms*, Agriculture 13, 2023.
- Taoufik SOUAMI : *Mettre en exploitation des activités agricoles au cœur d'un projet urbain*, in *L'agriculture et l'aménagement*, Éditions Le Moniteur, 2025.
- Jan Willem VAN DER SCHANS et al. : *Is it a Business ! Business models in urban agriculture*, in *Urban Agriculture Europe*, Lorrberg et al., Éditions Jovis, 2015.